Combats pour l'émancipation

Une histoire des organisations sportives "communistes" de France
(1923-2010)

Fabien Sabatier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/792>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.792

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2011

Pagination : 28-36

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Fabien Sabatier, « Combats pour l'émancipation », *Hommes & migrations* [En ligne], 1289 | 2011, mis en ligne le 31 décembre 2013, consulté le 25 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/792> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.792

Combats pour l'émancipation

Une histoire des organisations sportives “communistes” de France (1923-2010)

Par Fabien Sabatier, MCF, université Victor-Segalen, Bordeaux-2,
LACES (Laboratoire cultures, éducation, sociétés) EA 4140

Délégation française de la FST (Fédération sportive du travail) aux spartakiades de Moscou,

Nées au début du XX^e siècle, les fédérations sportives ouvrières ont fait de la pratique sportive un outil de lutte contre de nombreuses formes de domination. Revendiquant, pour certaines, longtemps leur filiation communiste, des organisations comme la Fédération sportive et gymnique du travail n'ont cessé de porter leurs engagements militants sur la scène internationale, aux côtés des colonisés, contre l'apartheid ou plus récemment en soutenant les sportifs palestiniens. Développé dans le même temps auprès des classes populaires, le sport affinitaire continue d'affirmer son pouvoir émancipateur.

L'historiographie française des organisations ouvrières s'est principalement intéressée à l'histoire des partis politiques et des syndicats de gauche. Certaines organisations perçues comme secondaires ont depuis peu été l'objet de travaux remarquables, à l'instar des Amis de l'URSS, des Jeunesses socialistes ou tout récemment de l'Union de la jeunesse républicaine de France ou de Tourisme et Travail. Au sein de ce corpus, un certain nombre de recherches se sont appliquées à écrire depuis deux décennies l'histoire des Internationales et des fédérations sportives ouvrières, le sport étant longtemps resté un objet d'histoire illégitime dans le domaine de l'histoire contemporaine.

Pourtant, certaines fédérations sportives "communistes" ont indéniablement une facture militante. Porteuses de projets révolutionnaires ou réformistes au gré du temps, elles se sont impliquées dans les grands débats idéologiques, politiques et sociétaux du siècle. En effet, en France à la charnière des XIX^e et XX^e siècles, le sport affinitaire est né "du filet des idéologies". À la fondation d'une fédération d'obédience catholique en 1898, nouveau creuset social d'un culte en situation défensive, répond la formation d'un premier embryon de sport socialiste en 1907. Toutefois, ce second courant affinitaire ne s'affichera comme réel contrepoids à l'influence catholique qu'au temps de la création de la FSGT (Fédération sportive et gymnique du travail) en décembre 1934. Née de la fusion de deux petites entités sportives socialiste et communiste, cette fédération sportive de la gauche "unifiée" inaugure une période de rassemblement populaire, dont l'historiographie a principalement souligné la réunification du syndicalisme cégétiste en 1935 et le soutien communiste aux gouvernements Blum entre 1936 et 1938.

De l'entre-deux-guerres à nos jours, la place de la FST (Fédération sportive du travail) et de la FSGT dans l'histoire politique et sociale de la France révèle une longévité militante dissonante au sein du monde du sport plus enclin à promouvoir la tonalité apolitique du sport. En ce début du XXI^e siècle, ce "vieil" engagement contre l'apolitisme, même s'il a amplement dû se redéfinir au fil du temps, ne s'est guère démenti malgré les vicissitudes parfois marquées liées à sa longue allégeance au communisme français. Certes, la chute du Mur de Berlin, l'effondrement du bloc soviétique et l'étiage communiste français actuel ont nécessité une mise à distance accélérée des anciens dogmes, mais sans réduire un centre de gravité militant fondé sur la recherche de l'émancipation des dominés.

Dans le cadre de cette publication, l'adjectif "communiste" renvoie à une triple réalité. D'une part, à l'acte de naissance en 1923 de ce courant sportif amplement lié à l'activisme des Jeunesses communistes et du PCF pour prendre le contrôle de la FST, fédération socialiste du sport. La deuxième racine communiste provient de l'espérance nourrie chez nombre de cadres de ces fédérations par l'expérience soviétique.

De “*la grande lueur à l’Est*” née de la révolution bolchevique, à la défense inconditionnelle de l’URSS en plein cœur de la guerre froide, puis au choix de l’option tiers-mondiste, les militants de ces organisations ont souvent cru ou voulu croire en un monde fondé sur l’émancipation et l’égalité réelles. Souvent avec un dogmatisme irrigué par une forte culture stalinienne, doublée parfois d’un aveuglement face au système totalitaire, un nombre non négligeable d’entre eux n’en a pas moins milité pour dénoncer la condition ouvrière, coloniale ou postcoloniale. Enfin, “communiste” signale également une des sensibilités affinitaires toujours présente aujourd’hui chez un nombre non négligeable de militants.

Nous souhaitons montrer ici que ces organisations ont durablement vitalisé la militance et l’expérimentation en matière de défense des dominés. Si dans un registre politique les cas des Italiens antifascistes et des républicains espagnols ont principalement retenu l’attention, certaines figures de la domination d’hier et d’aujourd’hui furent également un de leurs cœurs de cible. La FST, mais principalement la FSGT, ont en effet écrit une page d’histoire singulière en matière coloniale et post-coloniale. Elles ont contribué à réduire les frontières dans la société par le biais de campagnes parfois virulentes d’opposition à la condition “indigène”, ou en nouant des contacts interculturels par le sport pour dessiner un monde moins fracturé dans l’Empire ou en métropole. Les configurations historiques particulières dans lesquelles ces fédérations sportives ont évolué expliquent pour l’essentiel leurs choix en matière d’émancipation des “subalternes”.

L’émancipation politique et nationale ou l’origine du militantisme

La vocation internationaliste des organisations sportives communistes est constitutive de leur formation. L’internationalisme prolétarien des “origines” se combine dans les discours fédéraux et locaux avec la valorisation de l’expérience soviétique comme source d’émancipation des peuples d’Asie centrale. Ainsi, lors des Spartakiades de Moscou en 1928, première et unique olympiade soviétique d’ampleur internationale, la valorisation de l’entente entre les peuples est au cœur de l’événement sportif. L’iconographie des défilés des délégations affiche la diversité des cultures et le journal *L’Humanité* offre en France, au cours de l’été, une caisse de résonance à la manifestation. En 1934, la réorientation de la politique internationale de l’URSS vers des alliances de front populaire en Europe ouvre un second temps du militantisme des organisations sportives communistes. Le cas français est symptomatique du virage pris. La formation d’une nouvelle fédération sportive ouvrière unitaire et la défense d’un internationalisme

républicain, incarné par la lutte antifasciste et symbolisé par les contre-Jeux de Barcelone, dessinent alors le nouveau visage du militantisme sportif communiste. Au bolchevisme et à l'antifascisme s'associe un anticolonialisme forgé dès les années vingt. La FST prend modestement part aux grandes campagnes d'opposition à la guerre du Rif en sollicitant ses adhérents en faveur de l'appel à la grève générale d'octobre 1925. Dans la presse rouge, les figures coloniales de Lyautey, puis de Pétain sont décriées, au même titre que les banquiers français et hollandais, accusés d'être à la source du conflit ouvert entre Abd el Krim et la France. Ainsi, la lutte contre le capitalisme, le colonialisme et le fascisme façonne dans cette première partie du siècle l'identité militante des organisations sportives "communistes". Dans les décennies suivantes, les luttes d'émancipation se poursuivent ; les critiques ouvertes contre la guerre d'Indochine symbolisées, par exemple, par la défense d'Henri Martin, ou bien encore la dénonciation de la guerre d'Algérie sous la forme de l'exigence, de multiples fois répétée, de l'arrêt du conflit et de l'autodétermination du peuple algérien, ponctuent la vie militante de la FSGT comme celle naguère de la FST. Mais d'autres fronts s'ouvrent, en particulier celui du combat contre l'apartheid en Afrique du Sud, version renouvelée de la critique du racisme colonial, complété par la défense du peuple palestinien "sous le joug" de l'État israélien. Cette défense des dominés prend parfois une forme strictement discursive, mais les engagements concrets existent toutefois bel et bien.

L'iconographie des défilés des délégations affiche la diversité des cultures et le journal *L'Humanité* offre en France, au cours de l'été, une caisse de résonance à la manifestation.

“L'émancipation sociale”, un militantisme d'Empire et postcolonial

Le cas du sport “rouge” dans le Maghreb colonial est un exemple représentatif de la promotion de l'émancipation sociale. Un réseau ouvert aux colonisés y est structuré dès l'entre-deux-guerres, distinguant en cela la FSGT de la majeure partie des fédérations sportives impliquées. Le monde de l'entreprise a drainé un certain volant d'affiliation de clubs, et il est probable que la proximité idéologique et organique avec la CGT a joué un rôle non négligeable dans cette dynamique sportive. L'ambition de promouvoir sincèrement un sport populaire ouvert à tous et celle de fournir les rangs des organisations communistes ont sans aucun doute justifié cette politique d'ouverture.

La FSGT se trouve de nos jours dans une situation particulière au même titre que l'ensemble des organisations affinitaires. Néanmoins, si la FSCF (Fédération sportive et culturelle de France) a en partie renoncé au projet culturel de son fondateur dans la seconde moitié du XX^e siècle, le sport "rouge" préserve encore aujourd'hui partiellement l'ambition d'agir pour le développement d'une culture travailliste et populaire, de lutter pour la paix et de s'opposer au racisme.

Sur le plan national et local, la promotion d'un sport émancipateur irrigue aujourd'hui nombre d'expériences souvent insérées dans les dispositifs des politiques de la ville. Au-delà de son fief parisien, un certain nombre de cadres FSGT de la génération des années trente et quarante sont toujours à la manœuvre pour développer des projets imprégnés d'une culture militante passée, mais dépouillée de ses accents les plus dogmatiques. De longue date impliqué en banlieue, "*nouveau banc d'essai des modernités*", le communisme municipal, là où il a pu s'implanter, a historiquement défendu les positions de la fédération affinitaire. Des années trente à la fin du siècle, l'activité sportive travailliste s'est appliquée à offrir un accès au sport au monde ouvrier et plus largement aux classes populaires, puis, sous les effets

Sur le plan national et local, la promotion d'un sport émancipateur irrigue aujourd'hui nombre d'expériences souvent insérées dans les dispositifs des politiques de la ville.

de l'immigration de travail et du processus d'installation des migrants dans les grands ensembles érigés à partir des années cinquante-soixante, aux "*Francétrangers*", par ailleurs souvent issus des anciennes colonies françaises d'Afrique subsaharienne et d'Afrique du Nord. En région parisienne ou en Paca, anciens fiefs communistes, mais également dans des régions de culture politique plus socialiste, telles la région Midi-

Pyrénées ou l'Aquitaine, se déploient toujours des actions en faveur d'un sport émancipateur. Sur ce dernier territoire, des militants FSGT développent auprès du "précarier" des dispositifs sportifs vecteurs d'intégration sociale. Ainsi, avec la CSGTP (Communauté sportive et gymnique travailliste de Pessac) dans le quartier Saige-Formanoir composé de dizaines de nationalités différentes, est menée une politique active d'accès à la vie sociale par le sport. Nourrie des apports sur le loisir éducatif de Joffre Dumazedier, des stages Maurice Baquet et des savoirs développés au sein du CRAF (Centre action formation de la FSGT), la vie associative de la communauté vise à constituer "*une forme d'économie sociale solidaire*" autour de la participation sportive. À sa manière et sans s'inscrire dans un militantisme de facture post-coloniale, ce type de militantisme de l'émancipation entend, par la formation d'une communauté sportive, contrer l'hégémonie culturelle d'un sport de facture libérale.

Un nouvel outil en faveur de la lutte pour la paix et contre le racisme

L'international reste un espace privilégié d'intervention à travers des campagnes d'opinion, mais plus essentiellement par la participation de la FSGT aux activités du CSIT (Comité sportif international du travail).

Depuis trois ou quatre décennies, le militantisme reste vivace et les engagements internationaux omniprésents. La lutte contre l'apartheid sportif en Afrique du Sud a repris par certains aspects les évocations par la FSGT du social-racisme au cœur de la condition "indigène" en Algérie. La ségrégation raciale (territoriale), principalement instituée à partir du Native Land Act de 1913, a offert à la FSGT l'occasion de façonner son identité militante plus d'un demi-siècle plus tard. Le cas palestinien revêt dans un registre quasi similaire un autre front favorable à l'affirmation du militantisme FSGT. La crise ouverte depuis 1948 entre l'État hébreu et la Palestine a caractérisé pour cette dernière une autre forme d'oppression. Ainsi, le bombardement de Beyrouth par l'armée israélienne en 1982 provoque une réaction de la FSGT. Elle manifeste sa solidarité avec le peuple palestinien, s'adresse à la fédération sportive travailliste israélienne (HAPOEL) pour lui signifier sa solidarité avec le sport palestinien, demande l'arrêt des bombardements et souhaite que l'HAPOEL contribue à une issue pacifique dans "*l'intérêt du sport et des sportifs de tous les peuples de la région*". Dès lors, la coopération sportive FSGT avec le sport palestinien s'intensifie et s'inscrit dans le projet d'asseoir une politique de solidarité avec les sportifs discriminés. L'action internationale, sans être en opposition sur l'essentiel avec le Parti à cette époque, n'en est pas moins conduite au sein du sport travailliste international dans un esprit d'indépendance. Ce mouvement, dont la Fédération est membre depuis sa création en 1946, représente un nouvel espace de gestion des événements internationaux. Les déboires de l'organisation affinitaire sur ce terrain, tout particulièrement lors des événements de Budapest en 1956, ont favorisé une stratégie de communication et d'implication d'un "type nouveau" dorénavant opérée, pour l'essentiel, par un strict canal sportif.

L'arrière-plan politique des combats pour l'émancipation (1923-1976)

Une lecture de "surface" des combats pour l'émancipation dessine une trajectoire homogène du militantisme des organisations sportives "communistes". En outre, la pluralité des figures de la domination laisse entrevoir dans ces combats tous azimuts

le souci premier de l'émancipation dans certaines configurations historiques et géographiques. Ces militantismes nécessitent néanmoins d'être historicisés pour permettre de saisir l'arrière-plan politique de ces différents engagements.

La défense de la république du Rif est imposée à l'organisation sportive, courroie de transmission en matière d'agit-prop du PCF. C'est Jacques Doriot, un temps président de la fédération affinitaire, qui amène à cette époque le PCF et les JC à se préoccuper du sport comme outil politique. Expression première d'un "doriotisme sportif", la FST, initialement d'obédience socialiste, passe sous contrôle communiste au cours de l'année 1923. Son implication dans la question coloniale est, pour l'essentiel, inexistante avant l'année 1925, au même titre d'ailleurs que celle de l'appareil du PCF, principalement mobilisé à partir de l'année 1924. L'une des raisons principales de cette position vient de la défense par les communistes français d'une thèse européocentrique stipulant que l'émancipation des colonisés ne peut provenir que de la libération première des peuples européens de la domination capitaliste. Pour exemple, le "manifeste" du futur Hô Chi Minh dans *L'Humanité* du 25 mai 1922, qui souligne l'attentisme des communistes français. Le changement de pied des organisations communistes de France résulte de l'engagement de Lénine au cours du deuxième congrès de l'Internationale communiste en 1920, au cours duquel il prononce son "appel de Moscou" en faveur d'une voie révolutionnaire périphérique. Dès lors, injonction est faite au PCF de militer activement contre le colonialisme français en organisant en particulier un front anti-impérialiste. Après des années d'attentisme, le 1^{er} juin 1924, le Conseil national du PCF fait son autocritique et la campagne FST contre la guerre du Rif peut s'engager dans le cadre de l'activation d'une ébauche de "conglomérat" militant en métropole et sur le territoire algérien.

Ce premier temps de l'engagement anticolonial est suivi par d'autres prises de position au cours du siècle, toujours en adéquation avec la ligne du PCF. Le recentrage du Parti sur la nation à partir des années de Front populaire et l'acceptation du projet impérial nécessitent un revirement politique du sport "rouge". Dorénavant, l'antifascisme prévaut sur tous les combats anticoloniaux, même si la mutation fut présentée dans un esprit de continuité. Rapidement, le projet d'"une Algérie libre et heureuse", sans référence à l'indépendance, devient le nouveau credo politique du Parti comme de la FSGT. Ce choix entérine pour deux décennies le projet de développement d'un réseau sportif communiste en Afrique du Nord au bénéfice des "indigènes", dont l'objectif affiché est celui de l'intégration socioculturelle du colonisé et où l'acculturation sportive prépare l'intégration civile par "*l'adoption du droit à la gestion des clubs, comités et fédérations*". Cette politique de développement sportif s'efface au moment du déclenchement du conflit algérien. La FSGT milite alors pour la paix, puis l'autodétermination dans le strict respect du positionnement officiel du PCF.

Dans le discours communiste, la “*Toussaint rouge*” est justifiée par les profondes inégalités qui traversent la société algérienne. La thèse de la “*Nation en formation*” officialisée à la fin des années trente est remplacée en 1957 par celle de la “*Nation forgée dans les combats*”, impliquant dès lors “*la reconnaissance du fait national algérien*”. Ce changement de cap ouvre la voie à la demande de l'autodétermination pour le peuple algérien, même si elle n'en laisse pas moins la question de l'indépendance en suspens. À partir de l'été 1962 s'amorce le temps d'un rapprochement avec la nouvelle nation algérienne, dont Maurice Baquet, figure emblématique de la FSGT, fut l'un des artisans. Une fois clos le temps des “*pieds-rouges*”, une coopération plus étroite destinée à formaliser un projet sportif et éducatif se développe entre la FSGT et l'État algérien sous la présidence de Boumediene. L'expertise de la FSGT, par ailleurs en plein développement en France, sert à formaliser une doctrine sportive pour l'Algérie socialiste.

La voie marxiste dépouillée de la tutelle communiste (1976-2010)

Les années soixante-dix sont également celles de la marche vers une réelle autonomie, incarnée par l'abandon du centralisme démocratique et l'affirmation du projet d'autogestion, véritable charte d'Amiens du sport rouge. Dans un registre politique plus sportif, la non-signature du programme commun de la gauche en 1972 et le rejet du boycott des Jeux olympiques de Los Angeles en 1984 symbolisent la mise à distance de la tutelle du PCF. Ainsi, des années vingt à aujourd'hui, des premiers feux anticolonialistes de la FST au projet de la CSGTP, la trajectoire militante du sport rouge présente de profondes césures. Toutefois, des militants porteurs de “*mémoires défaites et de mémoires victorieuses*” poursuivent leur engagement en forgeant une culture militante dépouillée des injonctions du passé. À la différence du Parti communiste et de nombre d'organisations de masse, la FSGT conserve toujours un statut reconnu dans son domaine spécifique d'intervention et perpétue ces engagements militants fondés sur la critique de la société contemporaine.

L'histoire du communisme croise ici une histoire coloniale et postcoloniale en pleine effervescence et soumise à d'intenses polémiques. La tradition d'un sport marxiste dépouillé du diktat de l'appareil communiste irrigue toujours les combats pour l'émancipation aux côtés d'autres mouvements militants optant potentiellement pour une représentation postcoloniale de la société française. Le sport affinitaire dans son registre contemporain reproduit en somme cette partition intellectuelle, politique et associative entre la promotion de l'égalité et celle de la diversité.

Conclusion

La militance des organisations sportives “communistes” au cours du siècle s’est construite sous le signe d’une allégeance politique puis de sa rupture. À l’image de nombreux mouvements de jeunesse, confessionnels et laïques, elles ont adopté des positions évolutives au cours du siècle. À l’entrecroisement du politique et du sportif, les enjeux qui prévalent à leurs engagements répondent à l’affichage d’une appartenance au mouvement ouvrier qu’une relation un temps organique et idéologique avec le communisme français a rendue incontournable, mais également à la nécessaire formation d’une identité sportive propre, celle d’organisations qui ne souhaitent pas dissocier combats sportifs et luttes politiques.

L’exemple du traitement de la question coloniale par le sport “communiste” montre toutefois combien les combats pour l’émancipation s’insèrent dans deux cultures militantes finalement distinctes, l’une marxiste toujours opérante aujourd’hui, l’autre d’“appareil”, depuis peu révolue. Ainsi, ces entités ont contribué de bien des façons aux combats pour l’émancipation nationale, politique et sociale, en participant aux campagnes de presse menées par le PCF, en s’associant aux différentes manifestations, meetings ou mouvements de grèves impulsés par ce dernier, mais également en tissant un réseau sportif ouvert aux dominés en territoire colonial ou dans ces “quartiers d’exil” des temps postcoloniaux. ■